**Arthur Dreyfuss, Président de la Fédération Française des Télécoms :** Nous [les opérateurs télécoms], l'inquiétude, c'est un sentiment que l'on n'a pas.

**Hervé Maurey, Sénateur de l'Eure :** Vous avez de la chance.

**Arthur Dreyfuss :** C'est un sentiment que l’on n’a pas parce que quand on investit autant quand on met tant de personnes, d'équipes, d'équipes opérationnelles sur le terrain, au sein des équipes-projets, aux côtés des élus et je souscris à ce que vous disiez tout à l'heure, on est aussi plus que partant pour que les parlementaires fassent partie de ces équipes-projets. Quand on mobilise tant d'argent, tant d'équipes… Quatre entreprises - quatre des plus grosses entreprises françaises - pour un tel projet… Ce n'est pas l'inquiétude qui préside mais au contraire c'est l'optimisme.

Et l'optimisme, pour reprendre votre comparaison : on n'est pas à la fin de la fête, on est au début de l'histoire. Et on est au début de l'histoire... On est au début d'une histoire, qu'on espère festive, mais on est au début d'un changement réel et perceptible. L'intégralité des sites le seront dans le délai de 24 mois. C'est-à-dire en juin prochain et je peux vous dire qu'on est très mobilisé et je le dis sous le regard de contrôle du président Soriano.

Au 1er juillet de l'année prochaine, l'Arcep [Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse], vérifiera, contrôlera la bonne mise en œuvre et le bon fonctionnement de ces sites. On est en train de faire en quelques années ce qu'on a fait pour l'électricité en France en un siècle. Parfois, il y a des petits dysfonctionnements parce que la technologie, la dimension technique, fait que ce n'est pas parfait et on a des milliers d'ingénieurs qui, chaque jour, travaillent à le rendre encore meilleur.

La confiance, le contrôle, je pense qu'on en a parlé et chacun est dans son rôle. L'impulsion gouvernementale, le contrôle du régulateur, l'investissement, la mobilisation des opérateurs. On est très sereins et le travail avec l'Arcep est quotidien. On n'attendra pas évidemment juillet 2020 pour en discuter. On se voit tous les jours, tous les opérateurs, avec l'Arcep, avec Zacharia Alahyane, avec les équipes, sur le territoire, à Paris, partout, c'est une œuvre quotidienne. C'est une œuvre quotidienne et on est tous dans le même bateau.

Tous ceux autour de cette table sont dans le même bateau pour que ce soit un succès. Un succès pour les collectivités. Nous, on ne demande pas à ce que ça soit un succès pour les opérateurs. Nous, on fait notre métier mais nous ce qu'on veut c'est que les élus soient satisfaits, que nos administrés qui sont, encore une fois, nos clients puissent bénéficier des débits auxquels ils ont droit et que tout cela se fasse sous le contrôle du régulateur. Donc tout ça se fait de façon très sereine avec une mobilisation générale et cette mobilisation générale c'est au bénéfice de tous et des territoires en particulier.

Les opérateurs ont multiplié, depuis 18 mois, un certain nombre d'expérimentations pour être prêt au moment où nous aurons ces fréquences attribuées. Donc que nous avons développé des expérimentations dans les domaines du transport, dans les domaines de la logistique, dans les domaines de la santé… Et avec un seul objectif c'est être prêt à l'instant où nous aurons les fréquences et nous le sommes, nous sommes prêts, ça c'est une bonne nouvelle. Un absent dans les propos que nous avons entendus jusqu'à présent de la part de Mathieu Weill ou du Président Soriano, c'est le sujet des équipementiers. Parce que, on comprend des dernières déclarations du Président de la République - déclarations publiques fin de semaine dernière - qu'il y aurait encore un débat autour des équipementiers.

Souvenez-vous, dans cette assemblée, puis au Sénat, une loi était votée. Une loi à laquelle les opérateurs ont beaucoup travaillé au côté des services de l'État et aux côtés des parlementaires pour améliorer la sécurisation des réseaux et la sécurisation en particulier des réseaux 5G. Aujourd'hui nous sommes à la veille de l'attribution de ces fréquences. Nous sommes donc à la veille d'un certain nombre d'engagements d'engagement pour l'aménagement du territoire qui nécessiteront des investissements importants et nous sommes à la veille de faire un chèque, conséquent certainement, pour avoir ces fréquences. Donc on est dans une situation où les opérateurs veulent la 5G, les territoires veulent la 5G, le Gouvernement veut la 5G et certainement nos clients voudront la 5G mais où il est encore remis en question le choix des équipementiers que l'État avait pu accepter ou autorisés voir soutenu il y a encore quelques années. On nous demande donc de faire des investissements colossaux et en même temps on nous empêche de prévoir ses investissements tant qu'il y a un doute sur quels équipementiers nous pourrons utiliser l'équipementier nous ne pourrons pas utiliser il y a encore un doute.

Or, gouverner c'est prévoir. Certains disaient : "Investir c'est prévoir." Quand on investit 10 milliards d'euros par an, on n'investit pas pour six mois. On n'investit pas pour 18 mois, on investit pour dix ans et donc quand on investit pour dix ans on doit avoir de la clarté pour ses investissements. On nous a dit, et dans l'hémicycle il vous a été dit, à vous mesdames et messieurs les sénateurs, qu'il n'y avait pas de sujet sur tel ou tel équipementiers et en même temps on nous dit que désormais c'est un choix de souveraineté on le comprend parfaitement on comprend parfaitement les enjeux de sécurité on comprend parfaitement les enjeux de souveraineté et on ne va pas refaire ici le débat sur la politique industrielle des équipementiers, l'histoire d'Alcatel-Lucent, Nokia... Ce n'est pas le sujet, ce n'est pas le débat. Aujourd'hui, le marché des équipementiers c'est un marché à trois équipementiers : Huawei, Nokia, Ericsson.

Quand Nokia gagne des contrats en Chine, a gagné 2 milliards de contrats en Chine pour la 5G en Chine c'est une satisfaction pour nous tous et c'est une satisfaction pour l'Europe. Quand Huawei se développe en Europe ou dans les pays occidentaux, ça crée de l'inquiétude. Soit ce n'est pas à vrai dire notre sujet. Nous, notre sujet, c'est d'avoir de la visibilité et de la clarté sur ce qu'on peut faire ou ne pas faire d'autres pays ont une position particulièrement claire radical parfois les états unis prenons cet exemple-là parce que nous sommes quand même au milieu d'une d'un débat d'une guerre diplomatique commerciales entre les États-Unis et la Chine quand les États-Unis décident de prendre des positions radicales contre un équipementier il accompagne les opérateurs, qui ont à subir ses conséquences, accompagnent les équipementiers qui reste si vous voulez que nous respections tous nos engagements que nous avons pris c'est à dire nos engagements dans le New Deal nos engagements en matière de fibre si vous voulez que nous soyons leader moteur sur la 5G demain nous ce dont on a besoin c'est de la clarté et je le dis très respectueusement, en présence de madame la ministre, nous, les opérateurs télécoms, de savoir si l'on peut investir et quand on investit vu qu'on investit sur 10 ans, 15 ans, 20 ans, pour l'avenir de nos territoires on a besoin de savoir comment s'engager avec quelle équipe pour pouvoir répondre aux engagements du régulateur merci.

**Mathieu Weill, Chef du service de l'économie numérique à la DGE [Direction générale des entreprises] :** L'État empêcherait-il effectivement les opérateurs de travailler non je pense qu'il ne faudrait pas déformer les propos que le Président de la République a pu tenir et qui sont simplement de dire que derrière finalement les équipementiers qui irrigue ses réseaux qui sont des infrastructures critiques pour notre nation du point de vue de la cohésion bien sûr du point de vue aussi delà de la résilience à part des usages qui sont de plus en plus critique on parle d’usage par les forces de sécurité par exemple et donc il y a des enjeux de souveraineté c'est un enjeu de souveraineté c'est pas la France qui les inventent et n'a commis qu'une communication du conseil de l'Union Européenne qui est encore préparation les documents sont et éhonté sortie dans la presse qui dit exactement ce que le Gouvernement a dit oh pas devant le parlement dans l'examen de la loi sur la sécurité des équipements de réseaux et qui est que, oui, il y a des risques il y a des enjeux que ces enjeux ne sont pas liées forcément à un équipementier ou un autre mais que ce sont des enjeux dont la puissance publique doit s'emparer c'est le sens de cette loi sur la sécurité des équipements de réseaux qui certes est nouvelle et donc peut légitimement inquiéter il reste un des textes d'application et le décret qui est prévu par la loi passera la semaine prochaine au Conseil d'État dont qui sera publiée avant le lancement des enchères commencent y était engagé et donc cette visibilité elle existe elle existera elle est confirmée est régulièrement dans un cadre où évidemment la sécurité nationale est un élément sur lequel on peut difficilement transiger et donc il y aura cette réglementation mais qui est encore une fois une augmentation qui ne vise personne en particulier et une réglementation qui s'appuiera sur des éléments matériels sur l'analyse des risques et des sensibilités et sur l'analyse des risques liés au matériel mais c'est ce qu'on a dit depuis le départ et je pense que ce sera la manière dont ce sera appliquée.

**Arthur Dreyfuss :** Donc vous nous confirmez, Mathieu, que, si vous me permettez monsieur le Président, que la situation des équipementiers sera clarifiée avant le lancement de l'appel à candidatures sur la 5G ?

**Mathieu Weill :** La réglementation et la législation seront mis en place avant le lancement de l'appel à candidatures, bien sûr.